

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

22 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR M. SCHELLENS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi lors
de ses réunions des 30 septembre et 13 octobre 1993.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Vankeirsbilck.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breyne, Tant, Van Eet-
velt, Vankeirsbilck, Van-
leenhove.
P.S. MM. Dufour, Féaux, Har-
megnies (M.), Namotte.
V.L.D. MM. Beysen, Cortois, Pier-
co, Van houtte.
S.P. MM. Dielens, Peeters (L.),
Schellens.
P.R.L. MM. Bertouille, Pivin.
P.S.C. MM. Detremmerie, Sénéca.
Ecolo/ MM. Cheron, Viseur.
Agalev
VI. M. Dewinter.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Demuyt, Marsoul, Schuer-
mans, Taylor, Van der Poorten, Van
Peel.
MM. Canon, Eerdeken, Henry,
Janssens, Léonard.
MM. Coveliers, Demeulenaere,
Deswaene, Dewael, Taelman.
MM. Bourgois (M.), Sleenckx,
Swennen, Vande Lanotte.
MM. Hazette, Severin, Simonet.
M. Charlier (Ph.), Mme de T'Ser-
claes, M. Hiance.
Mme Aelvoet, M. Detienne, Mme
Dua.
MM. De Man, Van den Eynde.

Voir :

- 1159 - 92 / 93 :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 4 : Amendements.

Voir également :

- N° 6 : Texte adopté par la Commission.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

22 OKTOBER 1993

WETSONTWERP tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE
ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER SCHELLENS

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft het onderhavige wetsont-
werp besproken tijdens haar vergaderingen van
30 september en 13 oktober 1993.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Vankeirsbilck.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breyne, Tant, Van Eet-
velt, Vankeirsbilck, Van-
leenhove.
P.S. HH. Dufour, Féaux, Har-
megnies (M.), Namotte.
V.L.D. HH. Beysen, Cortois, Pierco,
Van houtte.
S.P. HH. Dielens, Peeters (L.),
Schellens.
P.R.L. HH. Bertouille, Pivin.
P.S.C. HH. Detremmerie, Sénéca.
Ecolo/ HH. Cheron, Viseur.
Agalev
VI. H. Dewinter.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Demuyt, Marsoul, Schuer-
mans, Taylor, Van der Poorten, Van
Peel.
HH. Canon, Eerdeken, Henry,
Janssens, Léonard.
HH. Coveliers, Demeulenaere,
Deswaene, Dewael, Taelman.
HH. Bourgois (M.), Sleenckx,
Swennen, Vande Lanotte.
HH. Hazette, Severin, Simonet.
H. Charlier (Ph.), Mevr. de T'Ser-
claes, H. Hiance.
Mevr. Aelvoet, H. Detienne, Mevr.
Dua.
HH. De Man, Van den Eynde.

Zie :

- 1159 - 92 / 93 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- Nos 2 tot 4 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 6 : Tekst aangenomen door de Commissie.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le ministre de l'Intérieur rappelle que ces derniers années, le Conseil d'Etat a fait l'objet de modifications conséquentes (augmentation du nombre de conseillers et d'auditeurs, fixation d'astreintes, introduction du référé, ...). Le présent projet a pour but de finaliser cette réforme.

Une des dispositions à l'examen charge le Conseil d'Etat d'établir et de publier annuellement un rapport d'activité. Cela permettra de mieux faire connaître au public la nature et l'étendue des activités du Conseil d'Etat.

Une autre disposition vise à régler le détachement des référendaires adjoints, à l'instar de ce qui se fit pour les auditeurs adjoints (article 111 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par la loi du 17 octobre 1990). En effet, ils accomplissent eux aussi un stage, notamment à la section de législation, et pour que ce stage porte pleinement ses fruits, il est nécessaire que les référendaires adjoints effectuent leurs tâches auprès du Conseil d'Etat pendant la durée du stage.

II. — DISCUSSION GENERALE

Un premier intervenant précise que les quatre articles visés s'inscrivent dans une logique d'amélioration du fonctionnement du Conseil d'Etat. Il ajoute que la limitation du nombre de détachements est judicieuse et que le Bureau de la Chambre des représentants a agi dans le même sens à l'égard de la Cour des Comptes.

Pour ces juridictions, il importe, en effet, de disposer d'un personnel suffisant pour traiter efficacement les dossiers qui leur sont soumis.

*
* *

Aux termes de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section d'administration statue par voie d'arrêts sur les recours en annulation formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre des décisions contentieuses administratives.

Le président constate que ces arrêts se prononcent évidemment sur la légalité des décisions politiques prises aux différents niveaux de pouvoir. Mais la section d'administration est-elle habilitée à se prononcer sur l'opportunité de décisions politiques, à l'instar des autorités de tutelle ?

Il cite à cet égard un cas concret.

I. — INLEIDING DOOR DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

De minister van Binnenlandse Zaken brengt in herinnering dat de wetgeving op de Raad van State de laatste jaren opeenvolgende wijzigingen heeft ondergaan (verhoging van het aantal raadsheren en auditeurs, vaststelling van dwangsommen, instelling van de vordering in kort geding, ...). Dit ontwerp strekt ertoe de hervorming te voltooien.

Eén van de voorliggende bepalingen voorziet erin dat de Raad van State jaarlijks een activiteitenverslag moet opmaken en bekendmaken. Daardoor krijgen de aard en de omvang van de werkzaamheden van de Raad van State een grotere bekendheid bij het publiek.

Een andere bepaling regelt de detachering van de adjunct-referendarissen, net zoals reeds voor de adjunct-auditeurs is gebeurd (artikel 111 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990). Zij lopen immers ook stage, zij het bij de afdeling wetgeving, en opdat die stage ten volle vruchten kan afwerpen, is het noodzakelijk dat de adjunct-referendarissen gedurende de hele stagetijd hun taak bij de Raad van State vervullen.

II. — ALGEMENE BESPREKING

Een eerste spreker preciseert dat deze vier artikelen passen in een streven om de werking van de Raad van State te verbeteren. Hij voegt eraan toe dat het van beleid getuigt het aantal detacheringen te beperken; het Bureau van de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft overigens hetzelfde gedaan ten opzichte van het Rekenhof.

Die colleges dienen immers over voldoende mankracht te beschikken om de dossiers die bij hen worden ingediend, doeltreffend te kunnen behandelen.

*
* *

Blijkens artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, doet de afdeling administratie, bij wijze van arresten, uitspraak over de beroepen tot nietigverklaring, ingesteld tegen de akten en reglementen van de onderscheidene administratieve overheden of tegen de administratieve beslissingen in betwiste zaken.

De Voorzitter stelt vast dat in die arresten uiteraad een oordeel wordt geveld over de wettelijkheid van de genomen beleidsbeslissingen op verschillende bestuursniveaus. Komt het de afdeling administratie evenwel ook toe om, zoals de toezichthoudende overheden dat kunnen, de opportuniteit van beleidsbeslissingen te beoordelen ?

Terzake haalt hij een concreet geval aan.

Des autorités communales modifient un plan particulier d'aménagement (PPA) qui a été approuvé par arrêté royal, permettant ainsi l'extension d'une entreprise établie depuis des dizaines d'années dans la zone visée par le PPA. La modification qu'elles proposent d'apporter au PPA est approuvée à tous les niveaux : le conseil communal, les commissions consultatives régionales, la direction provinciale de l'urbanisme, l'administration centrale de l'urbanisme, la députation permanente de la province et, enfin, l'Exécutif flamand.

Le Conseil d'Etat admet toutefois un recours urgent en annulation et estime que l'entreprise ne peut plus être considérée comme une entreprise artisanale en raison du nombre de personnes qu'elle occupe.

Cela ressemble à un contrôle d'opportunité exercé par le Conseil d'Etat. Est-ce possible ?

Le ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique ne tient pas à s'exprimer sur cet exemple concret. Dans un contexte plus général, il formule cependant les considérations suivantes :

1) l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat n'autorise pas la section d'administration à rendre un jugement d'opportunité; si c'était le cas, nous vivrions dans un système de « gouvernement des juges »;

2) la limite entre un jugement sur la légalité et un jugement sur l'opportunité d'une décision administrative est parfois difficile à fixer; il convient toutefois de s'incliner devant les décisions prises par le Conseil d'Etat.

Si le président de la Commission de l'Intérieur estime toutefois qu'un arrêt comporte manifestement un jugement d'opportunité, il a le droit de le signaler au Premier président du Conseil d'Etat, sans toutefois attaquer l'arrêt en tant que tel. On pourrait également souligner à cet égard la possibilité de prévoir des arrêts contradictoires.

Il serait peut-être également utile que la commission organise un échange de vues avec le Premier président, le président et les présidents de chambre du Conseil d'Etat, qui pourraient ainsi se faire une idée plus précise de ce que le législateur attend du Conseil d'Etat.

Un autre membre fait observer à cet égard que le rapport d'activité annuel du Conseil d'Etat, proposé par le projet à l'examen, permettra de rechercher les divergences éventuelles entre les différents arrêts. On constate en effet parfois des divergences dans la jurisprudence de la chambre néerlandaise et de la chambre française, dues notamment à l'afflux important de dossiers. Grâce au rapport d'activité, on pourra être plus attentif à l'indispensable uniformité de la jurisprudence. L'assemblée générale de la section d'administration est tout indiquée en l'occurrence.

Een gemeentebestuur wijzigt een bijzonder plan van aanleg (BPA) dat was goedgekeurd bij koninklijk besluit. Hierdoor wordt een bedrijfsuitbreiding mogelijk gemaakt voor een bedrijf dat reeds tientallen jaren gevestigd is in de zone waarop het BPA betrekking heeft. De voorgestelde wijziging van het BPA wordt goedgekeurd op alle niveaus : de gemeenteraad, regionale commissie van advies, provinciale directie van stedenbouw, het hoofdbestuur van stedenbouw, de bestendige deputatie van de provincie en ten slotte de Vlaamse Executieve.

De Raad van State willigt evenwel een ingediend beroep tot nietigverklaring in en stelt dat het bedrijf wegens het aantal tewerkgestelde personeelsleden niet meer als een ambachtelijk bedrijf kan worden beschouwd.

Dit lijkt op een opportunitéitstoetsing door de Raad van State. Is zulks mogelijk ?

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken wenst zich geenszins uit te spreken over dit concrete voorbeeld. Meer in het algemeen kan hij echter het volgende stellen :

1) artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State laat niet toe dat de afdeling administratie een opportunitéitsoordeel velt; zoniet belanden wij in een systeem van een « gouvernement des juges »;

2) de grens tussen een oordeel over de wettelijkheid en een oordeel over de opportuniteit van een bestreden beslissing is soms moeilijk af te bakenen; het past evenwel zich neer te leggen bij de door de Raad van State genomen beslissingen.

Indien de voorzitter van de commissie voor de Binnenlandse Zaken echter de mening is toegedaan dat in een bepaald arrest manifest een opportunitéitsoordeel werd uitgebracht, is het diens recht om dit aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State te signaleren, zonder evenwel het arrest als zodanig aan te vechten. In dezelfde gedachtengang zou eventueel ook op contradicties in de rechtspraak kunnen gewezen worden.

Misschien ware het ook nuttig dat de commissie in de toekomst eens van gedachten wisselt met de Eerste Voorzitter, de Voorzitter en de Kamervoorzitters van de Raad van State. Deze laatsten zullen aldus ook beter vernemen welke verwachtingen de wetgever koestert met betrekking tot de Raad van State.

Een ander lid merkt in dit verband op dat het door onderhavig ontwerp voorgestelde jaarlijkse activiteitenverslag van de Raad van State, de gelegenheid kan bieden om een aantal divergenties tussen de onderscheiden arresten op te sporen. Mede door de toevloed van dossiers, ontdekt men inderdaad soms verscheidenheid in de rechtspraak tussen bijvoorbeeld de Nederlandse en de Franse kamers. Dank zij het activiteitenverslag zou men aldus meer aandacht kunnen besteden aan de noodzakelijke eenheid van rechtspraak. Het geëigende instrument hiervoor is de algemene vergadering van de afdeling administratie.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er} (nouveau)

Un membre est d'avis qu'à la lumière du projet de loi relatif à la publicité de l'administration (Doc. n° 1112/1), il aurait été souhaitable d'insérer une disposition nouvelle relative à la suspension du délai de forclusion des recours. Il s'indique, en effet, que les délais de prescription pour les recours visés à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ne prennent cours que si la notification par l'autorité administrative de l'acte ou de la décision à portée individuelle indique les voies éventuelles de recours.

Telle est la portée de l'amendement n° 1 de M. Bertouille (Doc. n° 1159/2). Le sous-amendement n° 5 présenté à cet amendement par le même auteur tend à apporter une précision supplémentaire au texte proposé. Pour la justification de ce sous-amendement, il est renvoyé au document n° 1159/3.

Le ministre accepte cette proposition, à condition que l'amendement n° 6 du Gouvernement (Doc. n° 1159/4) soit adopté. Il ne s'agit en effet pas, en ce qui concerne les possibilités de recours, de s'aligner entièrement sur la terminologie utilisée à l'article 2 du projet de loi relatif à la publicité de l'administration, étant donné qu'en l'espèce, n'est visé que le recours en annulation prévu à l'article 14 des lois coordonnées.

Il serait en outre judicieux de mentionner également les formes et les délais à respecter.

Il y a également lieu d'observer que cette disposition ne modifie en rien la règle qui veut que seuls les actes individuels doivent être notifiés.

*
* *

Les sous-amendements n° 5 de M. Bertouille et n° 6 du Gouvernement sont adoptés à l'unanimité.

L'amendement n° 1, ainsi modifié, de M. Bertouille, tendant à faire précéder le texte du projet par un article 1^{er} (nouveau) est également adopté à l'unanimité.

Article 1^{er} (du projet de loi)

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité. Il devient l'article 2 du texte adopté par la commission.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1 (nieuw)

Volgens een lid ware het wenselijk geweest in het licht van het wetsontwerp betreffende de openbaarheid van bestuur (Stuk n° 1112/1) een nieuwe bepaling in te voeren inzake de schorsing van de termijn voor het verval van het recht om beroep aan te tekenen. De verjaringstermijnen voor de bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bedoelde beroepsmogelijkheden behoren slechts in te gaan indien de kennisgeving door de administratieve overheid van een beslissing of een administratieve handeling met individuele strekking de eventuele beroepsmogelijkheden vermeldt.

Dat is het doel van amendement n° 1 van de heer Bertouille (Stuk n° 1159/2). Het op dit amendement door dezelfde auteur ingediende subamendement n° 5 brengt een verdere precisering in de voorgestelde tekst aan. Voor de verantwoording moge verwezen worden naar Stuk n° 1159/3.

De minister is het eens met het voorstel, op voorwaarde dat ook subamendement n° 6 van de Regering wordt aanvaard (zie Stuk n° 1159/4). Het gaat immers niet op zich qua beroepsmogelijkheden volledig te richten op de in artikel 2 van het wetsontwerp betreffende de openbaarheid van bestuur gehanteerde terminologie, aangezien *in casu* enkel het beroep tot nietigverklaring, bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten, wordt gevisieerd.

Daarenboven verdient het aanbeveling ook de in acht te nemen vormvoorschriften en termijnen te vermelden.

Men moge er tevens op wijzen dat deze bepaling geenszins de regel wijzigt, volgens welke alleen individuele akten moeten worden betekend.

*
* *

De subamendementen n° 5 van de heer Bertouille en 6 van de Regering worden eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 1 van de heer Bertouille, ertoe strekkende de tekst van het ontwerp te doen voorafgaan door een artikel 1 (nieuw), wordt eveneens eenparig aangenomen.

Artikel 1 (van het wetsontwerp)

Dit artikel geeft geen aanleiding tot verdere bespreking en wordt eenparig aangenomen. Het wordt artikel 2 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 2

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité. Il devient l'article 3 du texte adopté par la commission.

Art. 2bis (nouveau)

M. Vande Lanotte présente un amendement (n° 2. — Doc. n° 1159/2) tendant à insérer un article 2bis (nouveau).

L'auteur précise que cette modification de l'article 70 des lois coordonnées vise à apporter une correction technique en ce qui concerne les conditions de nomination des conseillers d'Etat. Ces conditions sont ainsi mises en concordance avec les conditions de nomination prévues pour les auditeurs adjoints et les référendaires adjoints, mais également avec les conditions de nomination en vigueur à la Cour d'arbitrage.

*
* *

L'amendement n° 2 de M. Vande Lanotte tendant à insérer un article 2bis (nouveau) est adopté à l'unanimité. Il devient l'article 4 du texte adopté par la commission.

Art. 2ter (nouveau)

M. Vande Lanotte présente un amendement n° 3 (Doc. n° 1159/2) visant à insérer un article 2ter (nouveau).

L'auteur précise qu'il entend modifier l'article 71 des lois coordonnées de manière à assouplir le passage des magistrats de l'auditorat au bureau de coordination et vice versa.

De nombreux magistrats acquièrent leur première expérience au sein du Conseil d'Etat au bureau de coordination. La législation actuelle oblige le magistrat qui souhaite passer à l'auditorat à présenter sa candidature lors de la première vacance utile. Il y a donc d'importants mouvements de personnel au bureau de coordination. L'auteur propose à présent de ne plus obliger les magistrats concernés à présenter leur candidature lors de la première vacance utile, mais de leur permettre d'introduire plusieurs demandes. Cette réforme permettrait également d'améliorer le fonctionnement du bureau de coordination.

*
* *

L'amendement n° 3 de M. Vande Lanotte visant à insérer un article 2ter (nouveau) est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Dit artikel geeft geen aanleiding tot verdere bespreking en wordt eenparig genomen. Het wordt artikel 3 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 2bis (nieuw)

Bij amendement n° 2 van de heer Vande Lanotte (Stuk n° 1159/2) wordt voorgesteld een artikel 2bis (nieuw) in te voegen.

Volgens de indiener strekt de wijziging van artikel 70 van de gecoördineerde wetten ertoe een technische aanpassing door te voeren inzake de benoemingsvoorwaarden voor staatsraden. Op die manier ontstaat niet enkel meer overeenstemming met de voorwaarden tot benoeming van adjunct-auditeurs en adjunct-referendarissen, maar ook met de benoemingsvoorwaarden in het Arbitragehof.

*
* *

Amendement n° 2 van de heer Vande Lanotte tot invoeging van een artikel 2bis (nieuw) wordt eenparig aangenomen. Het wordt artikel 4 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 2ter (nieuw)

Bij amendement n° 3 van de heer Vande Lanotte (Stuk n° 1159/2) wordt voorgesteld een artikel 2ter (nieuw) in te voegen.

De indiener verklaart artikel 71 van de gecoördineerde wetten in die zin te willen wijzigen dat de overgang van magistraten van het auditoraat naar het coördinatiebureau, en vice versa, wordt versoepeld.

Vele magistraten doen hun eerste ervaring in de Raad van State op in het coördinatiebureau. Om te kunnen overstappen naar het auditoraat, verplicht de huidige wetgeving de betrokken magistraat zijn kandidatuur in te dienen bij de eerste nuttige vacature. Op die manier is er een groot verloop van personeel in het coördinatiebureau. Thans wordt voorgesteld de betrokkenen niet meer te verplichten hun kandidatuur in te dienen bij de eerste nuttige vacature, doch hun de mogelijkheid te bieden meerdere verzoeken in te dienen. Dit kan eveneens de werking van het coördinatiebureau ten goede komen.

*
* *

Amendement n° 3 van de heer Vande Lanotte tot invoeging van een artikel 2ter (nieuw) wordt eenpa-

mité et devient l'article 5 du texte adopté par la Commission.

Art. 2^{quater} (nouveau)

M. Vande Lanotte présente un amendement (n° 4 — Doc. n° 1159/2) tendant à insérer un article 2^{quater} (nouveau) dans le projet à l'examen.

L'auteur estime que la nomination par le Conseil d'Etat d'un porte-parole pourra contribuer à informer correctement la presse et le public sur les décisions de la section d'administration et sur les avis de la section de législation qui ont été publiés.

La tradition de désigner un porte-parole existe du reste depuis très longtemps au sein des parquets.

Le président demande à cet égard à quel moment les porte-parole pourront jouer un rôle.

Il n'est pas rare que la presse publie des extraits des rapports des auditeurs de la section d'administration avant que le Conseil d'Etat ait rendu son arrêt. Cette publication est tout à fait inadmissible; l'instruction du dossier au Conseil d'Etat doit pouvoir se dérouler dans la sérénité et la discrétion. Le porte-parole pourra-t-il fournir des explications dès la parution d'une « fuite » dans la presse ou devra-t-il au contraire — ce qui paraît souhaitable — attendre que le Conseil ait rendu son arrêt définitif?

L'auteur de l'amendement fait tout d'abord observer que des fuites éventuelles sont généralement le fait de l'une des parties concernées, étant donné qu'elles reçoivent préalablement le rapport de l'auditeur. Ces fuites sont donc presque inévitables. Il serait dès lors opportun que le porte-parole du Conseil d'Etat puisse, dans un tel cas, fournir immédiatement des informations correctes.

Le président ne partage pas ce point de vue. Qu'advierait-il en effet si, dans la suite, l'arrêt du Conseil d'Etat ne suivait pas le rapport de l'auditeur?

D'autres membres estiment que la nomination d'un porte-parole au Conseil d'Etat va trop loin. La Cour de cassation et la Cour d'arbitrage ne disposent pas non plus d'un porte-parole. Cette question doit-elle d'ailleurs être réglée par une loi? Le Conseil d'Etat ne pourrait-il pas prendre lui-même l'initiative de charger quelqu'un de l'information de la presse et du public?

Le ministre partage ce point de vue. Il a déjà fait savoir à plusieurs reprises au Conseil d'Etat que celui-ci devrait davantage se faire connaître. On pourrait, par exemple, envisager que le Premier président du Conseil d'Etat prononce une mercuriale chaque année.

Cette question ne doit nécessairement être réglée par la loi, pas plus d'ailleurs que la nomination d'un

rig aangenomen. Het wordt artikel 5 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 2^{quater} (nieuw)

Bij amendement n° 4 van de heer Vande Lanotte (Stuk n° 1159/2) wordt voorgesteld een artikel 2^{quater} (nieuw) in te voegen.

Volgens de indiener kan de aanstelling door de Raad van State van een woordvoerder ertoe bijdragen de pers en het publiek correct te informeren over de beslissingen van de afdeling administratie en over bekendgemaakte adviezen van de afdeling wetgeving.

De traditie van woordvoerders bestaat overigens reeds geruime tijd bij de parketten.

In dit verband vraagt de voorzitter zich af op welk ogenblik de woordvoerder zijn rol zal kunnen en mogen vervullen.

Niet zelden verschijnen passages uit verslagen van de auditeurs van de afdeling administratie in de pers, nog vooraleer de Raad van State arrest heeft geveld. Zulks is volledig onaanvaardbaar; een onderzoek in de Raad van State moet sereen en discreet kunnen verlopen. Zal de woordvoerder onmiddellijk na het verschijnen van een lek in de pers toelichting kunnen verstrekken of dient hij integendeel — hetgeen aangewezen lijkt — te wachten tot een definitieve uitspraak is gevallen?

De indiener van het amendement merkt vooraf op dat eventuele lekken meestal te wijten zijn aan één van de betrokken partijen, aangezien zij het verslag van de auditeur voorafgaandelijk ontvangen. Men kan dit bezwaarlijk beletten. Het lijkt dan echter ook aangewezen dat de woordvoerder van de Raad van State op dat moment onmiddellijk correcte informatie zou kunnen verstrekken.

De voorzitter is het hiermee niet helemaal eens. Wat immers indien het arrest van de Raad van State in een later stadium een andere richting uitgaat dan het verslag van de auditeur?

Een aantal andere leden zijn de mening toegedaan dat de aanstelling van een woordvoerder bij de Raad van State te verregaand is. Het Hof van Cassatie en het Arbitragehof beschikken evenmin over een woordvoerder. Dient dit overigens wel wettelijk te worden geregeld? Kunnen binnen de Raad van State zelf geen initiatieven worden genomen om iemand met de voorlichting van pers en publiek te gelasten?

De minister sluit zich bij deze laatste zienswijze aan. Hij heeft al herhaaldelijk gepleit bij de Raad van State om zich naar buiten uit beter bekend te maken. Men zou bijvoorbeeld kunnen denken aan een jaarlijkse mercuriale door de Eerste Voorzitter van de Raad van State.

Evenmin als voor de aanstelling van een woordvoerder, is hiervoor een wettelijke regeling vereist.

porte-parole. Elle relève de la responsabilité propre du Premier président du Conseil d'Etat.

*
* *

Compte tenu de ces observations, l'amendement n° 4 de M. Vande Lanotte est retiré.

Art. 3

Cet article ne donne pas lieu à discussion et est adopté à l'unanimité. Il devient l'article 6 du texte adopté par la Commission.

Art. 4

Cet article ne donne pas lieu à discussion.

La Commission accepte toutefois de renuméroter, à titre de correction technique, l'article à insérer dans les lois coordonnées, qui portera dès lors le numéro 119 au lieu de 118bis. Les textes existants ne comportent en effet que 118 articles.

L'article ainsi modifié est adopté à l'unanimité et devient l'article 7 du texte adopté par la Commission.

*
* *

Le projet de loi, tel qu'il a été modifié (voir Doc. n° 1159/6), est également adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur, *Le Président,*
A. SCHELLENS E. VANKEIRSBILCK

Het betreft een eigen verantwoordelijkheid van de Eerste Voorzitter van de Raad van State.

*
* *

Gelet op deze opmerkingen wordt amendement n° 4 van de heer Vande Lanotte ingetrokken.

Art. 3

Dit artikel geeft geen aanleiding tot verdere bespreking en wordt eenparig aangenomen. Het wordt artikel 6 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 4

Dit artikel geeft geen aanleiding tot verdere bespreking.

Wel is *de Commissie* het er mee eens om, bij wijze van technische correctie, het aan de gecoördineerde wetten toe te voegen artikel als « artikel 119 » in plaats van « artikel 118bis » te nummeren. De bestaande wetten tellen inderdaad slechts 118 artikelen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt eenparig aangenomen. Het wordt artikel 7 van de door de Commissie aangenomen tekst.

*
* *

Het aldus gewijzigde wetsontwerp (zie Stuk n° 1159/6) wordt eveneens eenparig aangenomen.

De Rapporteur, *De Voorzitter,*
A. SCHELLENS E. VANKEIRSBILCK